



ANTOINE RAULT

Etudier en Europe, un bagage pour la vie

Près de 74 000 étudiants français ont fait le choix de la mobilité internationale en 2013-2014. Plus de la moitié d'entre eux ont opté pour un pays de l'Union européenne, Allemagne et Royaume-Uni en tête

Erasmus serait-il l'arbre qui cache la forêt ? Le succès croissant, au cours des trente dernières années, de ce programme européen destiné à favoriser la mobilité des étudiants fait presque oublier une réalité souvent mise en lumière : les jeunes Français sont encore peu nombreux à quitter le territoire national pour étudier ou suivre un stage à l'étranger, en dépit des injonctions de la mondialisation.

Seuls 3,5 % des 2,1 millions d'étudiants français avaient fait cette démarche pendant l'année scolaire 2013-2014, d'après la dernière enquête de l'agence publique Campus France, parue fin mars, bien que cette génération soit très ouverte sur le monde, ne serait-ce que parce que leurs parents y ont contribué. Selon la même enquête, les étudiants ont, dans leur très grande majorité (94 %), déjà effectué des voyages familiaux et touristiques hors de France, au moins dans les pays frontaliers. D'ailleurs, parmi les quelque 73 400 étudiants français en mobilité internationale, plus de la moitié ont choisi de s'expatrier en Europe, contre 15 % en Amérique du Nord et 12 % en Asie ou en Océanie.

Une distinction s'impose d'emblée, évocatrice. Un quart seulement des étudiants à l'université se hasarde à l'étranger, alors que plus de 80 % des élèves des grandes écoles se lancent dans l'aventure. Ils y sont da-

vantage incités et aidés. Les universités, qui concentrent près de 90 % de la population estudiantine, nouent peu à peu plus de liens avec des établissements étrangers en vue d'échanges ou de partenariats, mais les grandes écoles ont acquis depuis longtemps une longueur d'avance dans ce domaine. Une trentaine d'entre elles ont en outre investi dans des campus ouverts à l'étranger, qu'il s'agisse de locaux construits en autonomie ou hébergés au sein d'universités locales. Tant et si bien que, dans les écoles de commerce surtout, un séjour d'études d'au moins un semestre à l'étranger est presque devenu un passage obligé.

Des débouchés professionnels à l'étranger

En Europe, les deux écoles pionnières en la matière ont été l'ESCP Europe, qui a inauguré un campus à Londres dès 1974, puis à Düsseldorf l'année suivante, et l'ESSCA d'Angers, qui a, elle, misé en 1993 sur Budapest. Huit de leurs consœurs les ont ensuite imitées. Au total, d'après la Conférence des grandes écoles, les destinations européennes qui attirent le plus leurs étudiants sont actuellement, dans l'ordre, le Royaume-Uni, l'Allemagne et l'Espagne (ex aequo), puis l'Irlande. Mais les pays de l'Est, Pologne en tête, connaissent de fortes progressions, tandis que le Danemark et la Suède sont en désaffection.

D'autres phénomènes, récents, apparaissent. Le bac en poche, des jeunes gens n'hésitent plus à intégrer les universités de pays proches – le Royaume-Uni, par exemple – pour se frotter à d'autres systèmes éducatifs, dotés de plus de moyens, et pratiquer d'autres langues au lieu de les étudier laborieusement. D'autres, bons élèves, préfèrent postuler à des écoles renommées, en Espagne ou en Suisse par exemple, plutôt que de passer par l'épreuve des classes prépa françaises. Ces dernières années, l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne a ainsi été si sollicitée qu'elle a exigé des jeunes Français une mention très bien au bac avant de les admettre. D'autres enfin escomptent éviter les rudes sélections françaises dans les études médicales ou artistiques en optant pour des établissements belges ou roumains.

En ce qui concerne les débouchés, la Conférence des grandes écoles notait, dans sa dernière enquête d'insertion publiée en juin 2015, que 17,6 % des jeunes diplômés avaient trouvé un emploi à l'étranger. Une hausse de 2 points par rapport à l'année précédente, surtout due à l'embauche d'ingénieurs. Selon cet organisme, l'Europe reste « la zone géographique la plus attractive » pour une première expérience professionnelle internationale. ■

MARTINE JACOT

TENDANCES



« DANS L'ANIMATION, LE CANADA RECRUTE PLUS QUE HOLLYWOOD »

Entretien avec Kristof Serrand, directeur de l'animation de DreamWorks, à Los Angeles.

PAGE 8

DESSINE-MOI UN PAYSAGE

Au sein de la prestigieuse Ecole nationale supérieure du paysage de Versailles, l'enseignement fait la part belle à la création artistique.

PAGE 7



DOSSIER

LES MILLE ET UNE RAISONS DE PARTIR À L'ÉTRANGER

Certains partent se perfectionner dans une langue ou consolider leur parcours, d'autres choisissent d'intégrer une école de médecine en Roumanie ou en Belgique, où la sélection est moins sévère. A chacun son but pour une expérience souvent enrichissante.

PAGES 2 ET 6

LA SUISSE À LA POINTE DE L'EXCELLENCE

Très renommés, l'Ecole polytechnique de Lausanne et les établissements d'enseignement hôtelier suscitent l'engouement des Français.

PAGE 5

Partir pour construire son avenir

Beaucoup de jeunes choisissent de suivre un cursus ou de faire un stage dans un pays européen. Une expérience enrichissante qui leur permet de consolider leur parcours mais aussi d'acquérir plus d'autonomie

S'émanciper sans pour autant s'exiler loin, découvrir un pays d'Europe mal connu, améliorer son anglais sans passer par de coûteuses études aux Etats-Unis, côtoyer des étudiants de multiples pays et vivre une expérience du type « auberge espagnole », construire un réseau qui servira plus tard pour un job... Il existe mille et une raisons de partir étudier en Europe. Chaque étudiant a sa propre combinaison. Et, contrairement à ce que l'on pourrait croire, l'Europe n'est pas, de loin, un choix de second ordre.

Quentin Chatard, 22 ans, « s'écoute » à Göteborg, en Suède. En deuxième année à l'Idrac Business School, une école de commerce tournée vers l'international, il effectue un stage de six mois chez Volvo. S'il a choisi cette destination, c'est d'abord pour son CV : « J'ai emprunté pour financer mes études et j'en attends une rentabilité. Ce stage va me permettre de perfectionner mon anglais et de me faire un réseau. En plus de découvrir une autre culture de travail et une autre mentalité. »

Quentin calcule chaque étape de son parcours pour mettre toutes les chances de son côté et décrocher, à sa sortie de l'école, un CDI. « Aujourd'hui, pour entrer sur le marché du travail, on demande de l'expérience, explique-t-il, et, comme on est cinquante pour un poste, il faut se démarquer. » En plus de l'anglais et de l'espagnol qu'il a amélioré en travaillant deux mois au Mexique, il bûche le suédois – « ça peut faire la différence ». Partir en Suède est donc, pour lui, une décision mûrement réfléchie. Il avait « une piste » aux Etats-Unis. Mais il préfère la garder éventuellement pour sa dernière année d'études.

Alexandre Thomas, 24 ans, est en cinquième année à l'Ecole nationale supérieure en systèmes avancés et réseaux, qui fait partie de l'Institut national polytechnique de Grenoble. Il a passé le premier semestre à l'université de sciences et technologies de Cracovie, en Pologne. Puis il a enchaîné avec un stage à la banque HSBC à Londres. Parti par le programme européen Erasmus, il a vécu, à Cracovie, en colocation avec d'autres étudiants étrangers. Parce qu'il a suivi les cours en anglais à la fac, il n'a pas été simple pour lui de rencontrer des Polonais, alors que, comme beaucoup, il était parti avec un appétit de découverte. « Heureusement mon colocataire avait un parrain polonais [un tuteur dans le programme Erasmus] très ouvert. Grâce à lui, j'ai pu découvrir une culture très différente de la nôtre. »

Alexandre pointe le risque, dans ces séjours, de perdre son temps au niveau des

« Aujourd'hui, comme on est cinquante pour un poste, il faut se démarquer »

Quentin Chatard
étudiant à l'Idrac, stagiaire en Suède

études. Il s'était renseigné avant de partir : « J'avais vu qu'il y avait des cours qui complétaient ceux dispensés dans mon école. Celui que j'ai suivi sur les mathématiques financières m'a même aidé à trouver mon stage chez HSBC. » Les pays lointains, ce sera pour plus tard, une fois diplômé. « J'irais bien un an ou deux en Asie en VIE [volontariat international en entreprise] », dit-il. Comme lui, beaucoup se voient ainsi débiter à l'étranger, en quête d'aventure et surtout jugeant le marché de l'emploi bouché en France.

En troisième année à l'Idrac, Ophélie Merlin, 21 ans, est entre deux séjours. En 2015, elle a passé un semestre dans une université de Shanghai, partenaire de son école. A la rentrée, elle partira étudier un an à l'université de Dublin : « Pour l'anglais d'abord, mais aussi pour mon développement personnel et pour la ville cosmopolite qui va me permettre de rencontrer des tas de gens différents. » Elle espère s'intégrer – « à Shanghai, nous étions beaucoup entre nous » – et, pourquoi pas, nouer des contacts qui lui serviront plus tard.

Geoffrey Renimel, 26 ans, a séjourné un an en Erasmus en République tchèque durant sa troisième année de langues étrangères appliquées à l'université de Bretagne-Sud, à Lorient. « Au départ, je

voulais aller en Espagne, mais ça n'était pas possible aux dates où je partais. Mon université m'a alors proposé Ceske Budejovice, une ville tchèque de taille moyenne, très étudiante, et j'ai accepté », explique-t-il. Pour ses études, il avoue que cela a été d'un intérêt modéré. Les cours de langues étaient trop faciles. Au second semestre, il s'est inscrit à de plus difficiles, ainsi qu'à des cours hors de sa spécialité mais dispensés en anglais ou en espagnol – sur l'économie, le commerce, la littérature américaine au XIX^e siècle... Le grand intérêt, Geoffrey le voit dans la maturité et l'autonomie qu'il a acquises. « Ce séjour a marqué une coupure avec ma famille, confie-t-il. J'ai aussi dû gérer mon propre budget, car je vivais avec ma bourse d'environ 300 euros par mois. Surtout, j'ai appris à m'adapter à des personnes de toutes les cultures. Nous n'étions pas plus d'une trentaine d'étudiants étrangers mais venus de partout – Turcs, Russes, Macédoniens, Finlandais, etc. »

Depuis, Geoffrey Renimel a fait de la route. Après son master, il est parti un an en Nouvelle-Zélande, où il a enchaîné les petits boulots. Puis il a voyagé en Indonésie, au Vietnam et à Singapour. Pour lui comme pour beaucoup, l'Europe aura été une rampe de lancement. ■

VÉRONIQUE SOULÉ

Reconnaissance des diplômes : peut mieux faire

LE RAPPROCHEMENT des systèmes d'enseignement supérieur européens a été amorcé en 1998 avec le processus de Bologne. Il s'est traduit en France par la réforme Licence, master, doctorat (LMD) et la création de l'European Credit Transfer System (les crédits ECTS), en 2002. Validant le travail fourni par l'étudiant, ces crédits sont transférables d'un pays à l'autre. Logiquement, la reconnaissance des diplômes ne devrait donc plus poser de souci. Le processus est quasi automatique lorsque le séjour est organisé dans le cadre d'un programme européen comme Erasmus ou d'accords d'échanges bilatéraux. Mais la situation se corse en cas d'initiative individuelle. « Cela dépend du pays et de l'établissement d'accueil. Certaines procédures peuvent être longues et fastidieuses », prévient Claudia Gelleni, responsable

du centre Enic-Naric France (Centre d'information sur la reconnaissance académique et professionnelle des diplômes).

Concrètement, l'étudiant doit s'adresser au centre Enic-Naric du pays visé. Après plusieurs semaines, voire quelques mois, il obtiendra une « attestation de comparabilité » qui évalue son diplôme. « Si le diplôme est reconnu par le système éducatif d'origine, il le sera aussi dans le pays d'accueil », assure Claudia Gellini. Les diplômes visés par l'Etat, par exemple d'écoles de commerce, entrent donc dans cette catégorie. Exemptées de cette procédure, sept professions (architecte, chirurgien-dentiste, infirmier en soins généraux, médecin, pharmacien, sage-femme, vétérinaire) bénéficient, elles, d'une reconnaissance automatique des diplômes entre les pays de l'Union européenne. ■

DIANE GALBAUD



TÉMOIGNAGE

« L'Islande, un modèle en matière d'énergies renouvelables »

Camille Belmon, 21 ans, en deuxième année à l'Ecole nationale supérieure de l'énergie, l'eau et l'environnement de Grenoble, a choisi de partir à Reykjavik de janvier à fin mai



« J'AVAIS TRÈS ENVIE de passer six mois à l'université d'Islande. J'étudie les énergies renouvelables, et avec 100 % d'électricité verte, l'Islande est un modèle en la matière. Les cours sont dispensés en anglais. »

Heureusement car l'islandais est une langue très compliquée à apprendre. A côté de mes études, je fais de l'équitation. Ce programme d'échange, c'était aussi pour moi une bonne occasion de découvrir les chevaux islandais, une race originaire de cette île. Comme le pays est très sauvage, les activités sont particulières. Avec les autres étudiants, nous organisons des randonnées sur la glace au pied des volcans, dans des paysages magnifiques que l'on ne trouve nulle part ailleurs. C'est une destination parfaite pour un séjour étudiant dépaystant et proche de la nature. A Reykjavik, on croise rapidement les gens qu'on connaît quand on se promène en ville. Les Islandais sont plutôt casaniers la semaine, mais dès qu'arrive le week-end, les bars sont bondés jusqu'à 5 heures du matin. En janvier, il n'y a que quatre heures de soleil par jour, ce qui peut être un peu pesant, mais en mai, c'est l'inverse, la nuit dure seulement quatre heures. C'est très agréable.

Le coût de la vie est plus élevé qu'en France. Je paie par exemple 500 euros par mois pour une chambre de 9 mètres carrés, dans une colocation avec trois autres personnes. La nourriture est également plus chère qu'en France. L'avantage, c'est que les bourses Erasmus sont aussi plus élevées. » ■

PROPOS RECUEILLIS PAR
ANGÈLE GUICHARNAUD

SKEMA
BUSINESS SCHOOL
DESIGN YOUR FUTURE

www.skema-bs.fr

skema BUSINESS SCHOOL AACSB EQUIS AMBA

ADN SKEMA #ADNSKEMA

Erasmus+ : l'Europe conviée à aller plus loin

Lancé en 1987, le programme européen poursuit son extension hors de l'Union. Augmenter le montant de ses bourses en démocratiserait l'accès, relevait un rapport parlementaire français en 2014



ANTOINE RAULT

Presque trente ans après sa création, en 1987, le programme Erasmus, rebaptisé Erasmus+ depuis 2014, a permis à plus de 3 millions de jeunes Européens et à plus de 450 000 Français de prendre le large pendant un à deux semestres dans un des 28 Etats membres de l'UE (plus la Macédoine, l'Islande, le Liechtenstein, la Norvège et la Turquie). En 2015-2016, d'après un rapport de l'agence Erasmus+ France, qui gère le programme au plan national, près de 36 962 jeunes Français seront partis dans ce cadre, en mobilité d'études (pour 26 331 d'entre eux) ou en stage (pour 9 631). « C'est un succès majeur, un programme européen emblématique parce qu'il est sous-tendu par une volonté de construction de la citoyenneté européenne », estime la députée PS de Gironde Sandrine Doucet, auteure d'un rapport parlementaire sur le sujet en 2014.

Un succès pour lequel l'Europe met plus que jamais la main au porte-monnaie. Pour la période 2014-2020, l'UE a accordé un bud-

get de 16 milliards d'euros à Erasmus+ (dont 1,12 milliard pour l'agence française), un chiffre en augmentation de 40 % par rapport à celui de l'enveloppe précédente. En grande partie redistribué sous forme de bourses, ce budget a permis de satisfaire 78 % des demandes de financement des étudiants français en 2015.

Les critères de sélection sont fixés par les établissements, ainsi que le montant de l'allocation, dans une fourchette allant de 150 à 400 euros par mois, en fonction du coût de la vie dans le pays d'accueil pour les mobilités d'étude, auxquels il faut ajouter environ 150 euros pour celles liées aux stages. Les bourses Erasmus ne sont pas mensualisées. « On conseille aux étudiants d'avoir un petit matelas avant le départ, et d'établir un budget dans lequel ils n'intègrent pas l'allocation Erasmus, qui est souvent versée en deux temps pendant et à l'issue de leur mobilité », explique Ludovic Plachot, responsable du pôle mobilité de l'université Bordeaux-Montaigne.

Cette allocation est insuffisante pour vivre mais il est possible de

la compléter avec d'autres aides, en provenance notamment des régions. « En plus de ma bourse Erasmus, d'un total d'environ 600 euros pour un semestre, j'ai pu bénéficier des 800 euros de la bourse Boussole de la région Alsace », témoigne Axel Kauffmann, étudiant en L3 langues étrangères appliquées de l'université de Strasbourg. Il a posé ses valises au

Le montant de l'allocation va de 150 à 400 euros par mois, en fonction du coût de la vie dans le pays d'accueil

Royaume-Uni, à la Nottingham Trent University de septembre 2015 à février 2016. « Je savais que la vie était chère sur place, j'ai donc anticipé et travaillé un maximum l'été précédent pour vivre correctement », précise le jeune homme de 21 ans.

L'agence nationale Erasmus+ indique également que les boursiers représentent 35 % des bénéficiaires du programme, alors qu'ils ne sont que 28 % dans l'enseignement supérieur en général. Là encore, des aides complémentaires existent : les boursiers sur critères sociaux soutenus par le Crous peuvent continuer de l'être, et certains peuvent également bénéficier de l'aide à la mobilité internationale (AMI) du ministère de l'éducation nationale.

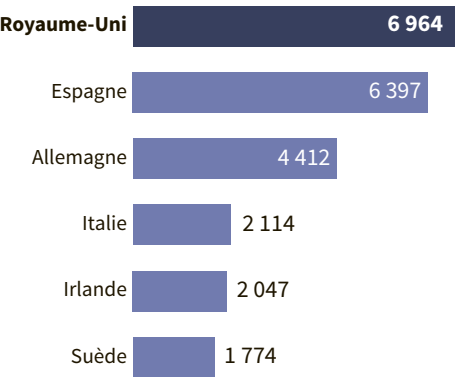
La démocratisation de l'accès à la mobilité européenne est indéniable mais il faut aller plus loin, estime Sandrine Doucet. « En augmentant le montant des bourses et surtout en diversifiant le public visé, en allant chercher ceux pour qui la mobilité n'est pas évidente – les étudiants de la filière professionnelle par exemple –, en valorisant les stages de mobilité », juge l'élue.

Erasmus souhaite également développer des échanges hors de l'Union, notamment en direction des pays candidats à l'UE (l'Albanie ou le Monténégro par exemple) ou dans son voisinage (Arménie, Biélorussie), en finançant principalement l'accueil d'étudiants issus de ces pays. Pour la France, un total de plus de 2000 allocations en ce sens devrait être distribué pour l'année universitaire en cours.

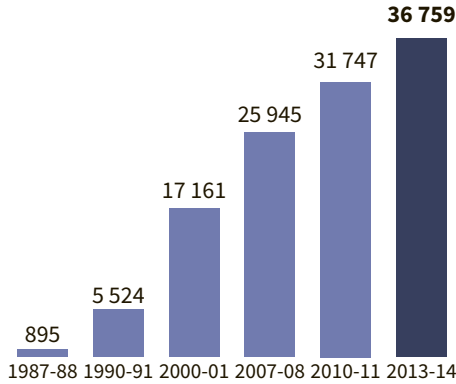
Erasmus+ soutient aussi, via des bourses accordées à des étudiants du monde entier, la mise en place de masters conjoints. Ces programmes, appelés Erasmus Mundus, scellent des partenariats d'excellence entre des établissements européens et des universités de toute la planète. Lors de l'appel à propositions, 76 projets ont été déposés au niveau européen, dont 36 masters impliquant au moins un établissement français. ■

FRANÇOISE MARMOUYET

Top 6 des destinations de départ pour les jeunes Français en 2013



Evolution du nombre de Français bénéficiaires du programme



SOURCE : AGENCE ERASMUS

Les clés d'une candidature réussie

Comment constituer un dossier solide afin d'être accepté en Erasmus et d'obtenir les destinations les plus prisées ? Le point en détail

Le projet d'études d'un candidat au programme Erasmus doit être réfléchi et abouti. En particulier sur quatre points. **Un projet cohérent** Certains écrivent, en guise de motivation : « Je veux partir à Londres, j'ai envie de découvrir cette ville. » « Ce type de justification n'est pas suffisant, avertit Frédéric Bertrand, directeur des relations internationales de l'Institut d'administration des entreprises (IAE) de Grenoble. Il faut qu'on sente l'intérêt pédagogique pour l'étudiant, qu'on comprenne en quoi cette mobilité va venir enrichir son projet professionnel. »

Comment s'y prendre pour monter un projet cohérent ? « Bien fouiller les offres de cours des universités d'accueil et se renseigner auprès des professeurs qui connaissent les cursus et leur intérêt pédagogique », conseille Pedro Santiago, res-

pensable du service coopération et mobilité internationales de l'université de Bordeaux. « Si le candidat nous dit : "Je veux aller dans telle université pour suivre un cours de droit international très particulier qui m'aidera à être accepté dans le master que je veux suivre en France", il marque évidemment des points », ajoute-t-il.

Un test de langue bien choisi TOEFL, TOEIC, IELTS... Difficile d'y couper. Surtout pour une mobilité dans un pays anglophone. Attention de se renseigner au préalable sur le test requis : ce n'est pas toujours le même selon les universités d'accueil. Des livres et des exercices en ligne gratuits permettent de s'entraîner et d'améliorer significativement ses résultats pour chacun de ces tests.

Des vœux bien réfléchis La plupart des universités autorisent trois choix. Quelle stratégie adopter pour les classer ?

Est-il préférable de placer les destinations rêvées en haut de la liste ou de privilégier des pays moins convoités pour maximiser ses chances de partir ? « Il ne faut pas écarter d'emblée les destinations les plus demandées, conseille Pedro Santiago. Certaines années, les étudiants avaient tellement peur de ne pas être pris que peu d'entre eux ont postulé dans les universités les plus prisées. »

Un budget réaliste Coût du logement, du voyage, de la vie sur place... Pour s'assurer que les étudiants sont conscients de ce qui les attend, l'IAE de Grenoble leur demande de détailler les dépenses et recettes prévues pour leur séjour Erasmus. « De cette façon, nous nous assurons qu'ils n'ont pas sous-évalué le coût de la vie dans le pays demandé, ce qui renforce la crédibilité de leur candidature », indique Frédéric Bertrand. ■

A. GU.



AMONG THE TOP BUSINESS SCHOOLS IN THE WORLD FINANCIAL TIMES

IE BUSINESS SCHOOL

- OVER 40 YEARS EDUCATING THE BUSINESS ELITE AND SUCCESSFUL ENTREPRENEURS
- AN URBAN CAMPUS THAT CONNECTS STUDENTS TO THE HEART OF MADRID
- A UNIQUE ENVIRONMENT WITH A DIVERSE COMMUNITY OF STUDENTS AND FACULTY
- AN ENRICHING EXPERIENCE THAT EXTENDS BEYOND GRADUATION

HUMANITIES | ENTREPRENEURSHIP | SOCIAL INNOVATION | DIVERSITY

www.ie.edu/business-school | admissions@ie.edu | 

A l'ESCP Europe, un parcours à la carte

Implantée dans six pays, l'école de commerce propose à ses élèves un cursus comportant trois destinations. Dernier-né des programmes, un bachelor qui ouvrira à Paris à la rentrée 2017

Paris, Londres, Madrid, Berlin, Turin et maintenant Varsovie : avec un campus dans chacun des six principaux pays de l'Union, l'ESCP Europe offre à ses élèves un cursus intégré à cheval sur trois destinations. A la clé, la maîtrise de trois langues, mais surtout un parcours totalement multiculturel. Chacun des sites de l'école constitue en effet un vrai melting-pot, où des profils de toutes origines travaillent ensemble, échangent et montent des projets. Un dispositif qui fait la fierté de l'ESCP Europe.

Grâce à l'année de césure ou aux stages en entreprise, les élèves peuvent de surcroît ajouter une quatrième étape à leur parcours, voire s'offrir une expérience outre-Atlantique ou en Asie. Ils peuvent même obtenir, sous certaines conditions, un autre diplôme national que celui de l'ESCP Europe – Laurea en Italie, Diplom Kaufmann/-frau en Allemagne, par exemple. « En dépit des aléas de sa construction, le poids économique de l'Europe et son attractivité restent très

Chacun des sites de l'école constitue un vrai melting-pot, avec des profils de toutes origines

importants, souligne Frank Bournois, le directeur général. Au reste, nous ne sommes pas une école repliée sur le Vieux Continent, mais une école européenne pour le monde. » Si les Français en forment le plus gros contingent (45 % de l'effectif total), elle accueille de plus en plus d'élèves venus des quatre coins de la planète – et notamment d'Asie.

« On s'immerge pleinement dans la vie et la culture des autres pays », s'enthousiasme Vincent Lescure, diplômé en 2008 après un parcours mené entre Paris, Londres et Berlin. Il poursuit une carrière internationale – en Allemagne, aux Etats-Unis et actuellement en Corée du Sud, où il occupe les fonctions de « manager stratégie globale » chez Samsung. « A 19 ou 20 ans, le choc est parfois rude, mais j'ai autant appris à travers la vie quotidienne que dans les cours », dit-il.

Ce qui est vrai pour le cycle « grande école » l'est aussi, avec des modalités différentes, pour les autres programmes de l'établissement. Le Master in European Business (MEB) propose ainsi deux semestres dans deux pays au



ANTOINE RAULT

choix, pour des jeunes professionnels désireux d'acquérir une seconde compétence en management. L'Executive MBA, classé 13^e mondial par le *Financial Times*, prévoit lui aussi un cursus itinérant, avec de multiples choix de destinations. Quant à la large gamme de masters spécialisés (MS) et de masters en science (MSc), la plupart sont enseignés en anglais – avec, le plus souvent, une partie dans la langue locale.

Même logique pour le dernier-né des programmes de l'école, le bachelor. Lancé à Londres à la rentrée dernière, avec un cursus en trois ans (« le format le plus répandu à l'international », rappelle Frank Bournois), il s'organise lui aussi sur trois sites différents (Londres, Madrid ou Turin, Berlin) et en trois langues. Il s'adresse à des profils dotés d'un solide bagage multiculturel, pour lesquels l'école vise un recrutement de haut niveau. Ce bachelor

sera étendu à Paris à la rentrée 2017. Les promotions, de 120 élèves aujourd'hui, pourraient alors grimper à 250, pour atteindre 500 à l'horizon 2020. De quoi permettre à l'école d'augmenter sensiblement ses effectifs, pour arriver au seuil de 5 000 inscrits, tous programmes confondus. De quoi, aussi, avec des frais de scolarité de 12 700 euros par an, lui procurer de nouvelles ressources, à l'heure où la plupart des écoles de management peinent à boucler leur budget.

De son côté, la Chambre de commerce et d'industrie de Paris-Ile-de-France, dont dépend l'ESCP Europe, a évoqué récemment la piste de synergies à trouver avec Novancia, une autre de ses écoles – en particulier pour le programme bachelor. L'ESCP-Europe pourrait dans ce cas bénéficier des locaux de Novancia, au cœur de Paris, dans le quartier de Montparnasse. Pour l'heure, rien n'est

fait, et les modalités de rapprochement son encore à l'étude. Frank Bournois exclut cependant l'hypothèse d'une « fusion au sens strict ».

Reste que ce dispositif multicampus impose de lourdes contraintes. Il faut en effet multiplier les fonctions d'accueil et d'administration, faire face aux inévitables dépenses de voyages, composer avec les différentes réglementations locales... C'est le prix à payer, sans doute, pour rester « la plus européenne des écoles de management ». « Tout cela nécessite une organisation complexe. C'est de l'horlogerie de précision, admet Frank Bournois. Mais nos étudiants peuvent bénéficier de bourses et d'aides. Sans compter qu'ils apprennent à se débrouiller partout, y compris en cherchant sur Internet à se loger ou à se déplacer. » Européenne ou mondiale, la mobilité n'a plus de secrets pour eux. ■

JEAN-CLAUDE LEWANDOWSKI

L'Université franco-allemande : un réseau méconnu

Chaque année, 6 500 étudiants suivent un programme à cheval entre la France et l'Allemagne. Les établissements partenaires de la structure offrent un large choix de cursus et délivrent un double diplôme

Entre la France et l'Allemagne, il est au moins un domaine où la relation ne marque pas le pas : l'enseignement supérieur. Elle le doit pour l'essentiel à une structure originale, l'Université franco-allemande (UFA), créée en 1997 par l'accord de Weimar.

Ce réseau propose aujourd'hui 177 cursus, associant au moins un établissement – université, école, *Fachhochschule* (comparable à des IUT) – de chacun des deux pays, de tous niveaux – de la licence au master et au doctorat. Les disciplines se répartissent entre quatre grands pôles : économie-gestion, sciences humaines et sociales, droit, sciences de l'ingénieur et de la nature. Quelque 6 500 étudiants suivent chaque année un programme bilingue au sein d'un groupe mixte, avec parfois un séjour dans un troisième pays, le tout sanctionné par un double diplôme français et allemand.

« Ces programmes intégrés sont bien plus exigeants que de simples

échanges d'étudiants », souligne David Capitant, professeur à l'université Paris-1-Panthéon-Sorbonne et vice-président du réseau. Nos élèves étudient tour à tour en France et en Allemagne. Dans certains domaines comme le droit, les maths ou la physique, le diplôme de l'UFA

Les entreprises apprécient ces profils qui ont suivi une double formation

leur procure une plus-value immédiate sur le marché de l'emploi, car ils disposent de compétences accrues par rapport à un cursus traditionnel. La dimension interculturelle est également très prisée des recruteurs. »

L'UFA finance également des thèses en cotutelle, ainsi que des écoles d'été. Elle organise aussi chaque année un Forum franco-al-

lemand, à Strasbourg, en novembre. L'occasion pour lycéens et étudiants de s'informer sur les différents cursus qu'elle offre, sur les études dans les deux pays et sur les débouchés.

Les entreprises apprécient particulièrement ces profils qui ont suivi une double formation dans une discipline, possèdent un solide bagage biculturel et parlent en général au moins trois langues – français, allemand et anglais. Plusieurs sociétés, comme Michelin ou BNP Paribas, participent au financement des programmes et offrent des bourses.

Les étudiants sont de plus en plus nombreux à s'inscrire à l'UFA. Devant la croissance des effectifs ces dernières années, les deux gouvernements ont décidé récemment d'accorder une rallonge d'un million d'euros chacun au réseau, portant ainsi son budget annuel à 13,6 millions d'euros.

Si l'égalité stricte est la règle entre les deux pays, les débouchés à la sortie restent déséquilibrés. En 2014,

près de 57 % des diplômés ont décroché leur premier poste outre-Rhin, et seulement 26 % dans l'Hexagone. Le dynamisme économique de l'Allemagne lui permet en effet d'attirer plus de diplômés de l'UFA que la France. « Mais cela peut s'inverser rapidement, notam-

ment en fonction de la conjoncture », plaide David Capitant.

Diplômée de l'UFA en 2012 après un cursus à l'Institut d'études politiques d'Aix-en-Provence et à Fribourg, Chloé Saby, 27 ans, a exercé d'abord en Allemagne, avant de travailler à Paris chez BuyIn, une

coentreprise créée par Deutsche Telekom et Orange. « Ma formation m'a donné l'envie de cultiver cette dimension franco-allemande et européenne, explique-t-elle. Je la vis désormais au quotidien, au sein d'équipes multiculturelles. » ■

J.-C. L.

Un premier campus européen voit le jour

Inauguré le 11 mai, le campus européen Eucor réunit les universités de Strasbourg, de Haute-Alsace (Mulhouse et Colmar), de Bâle (Suisse), de Fribourg-en-Brisgau et l'Institut de technologie de Karlsruhe, en Allemagne. Eucor – pour Confédération européenne des universités du Rhin supérieur – était à l'origine une convention de coopération signée en 1989 par des universités frontalières des trois pays. Depuis décembre 2015, c'est un Groupement européen de coopération territoriale (GECT), le premier dans le milieu universitaire. Ce statut juridique permet aux établissements d'agir conjointement, par exemple pour recruter, tout en conservant leur autonomie. Eucor compte « développer une stratégie commune en recherche et en

formation et vise la création de structures transversales pour la science ». Le premier cluster (groupement de laboratoires de recherche) créé portera sur la croissance durable. Avec 115 000 étudiants, 15 000 chercheurs et 2,3 milliards d'euros de budget, le campus européen atteint une taille critique pour décrocher des financements européens et attirer les meilleurs talents internationaux. Eucor vient d'ailleurs d'ouvrir un bureau de liaison à New York. De leur côté, les étudiants peuvent suivre les cours ou séminaires dans les établissements partenaires et utiliser leurs facilités. L'offre de diplômes transfrontaliers, déjà présente dans les cinq universités, doit s'enrichir prochainement.

TÉMOIGNAGE

L'Ecole polytechnique de Lausanne à la pointe de l'excellence

REPORTAGE Ce campus, prisé des étudiants étrangers, mise sur l'innovation

À l'horizon, le lac Léman, surplombé de sommets alpins, puis un champ tout en longueur, et une route que borde l'immense campus de l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne (EPFL), à l'ouest de la capitale vaudoise. Un campus aussi bucolique que technologique et en expansion constante. «*L'EPFL est passée en vingt ans d'une école d'ingénieurs de province à un établissement classé au 14^e rang mondial et au 5^e européen*», résume Gisou van der Goot, diplômée de Centrale Paris, détentrice d'une thèse à Paris-VI, et doyenne de la faculté des sciences de la vie de l'EPFL.

Inauguré en 2010, le Rolex Learning Center, aux lignes futuristes et douces, ne restera pas longtemps le bâtiment phare du campus, même avec sa bibliothèque de 900 places ouvertes au public. Des Discovery Learning Labs (l'anglais est de mise dans la terminologie locale), laboratoires d'enseignement où les étudiants expérimentent ce qu'ils ont appris en cours, viennent de voir le jour. Un bâtiment en construction promet de devenir l'endroit le plus visité de tout Lausanne : baptisé «*Under one Roof*», il réunira un espace muséal d'expérimentation, une vitrine des recherches de l'EPFL et un café jazz destiné à «*valoriser les archives audiovisuelles du Festival de Montreux*», que l'école numérise. On y montrera aussi les avancées du projet européen Human Brain sur le cerveau, auquel l'école participe, ainsi que l'évolution de Venise au fil des siècles, grâce à l'exploitation des big data que constituent les déclarations d'impôts de ses habitants depuis 1797...

Comment l'EPFL s'y est-elle prise pour se hisser parmi les plus grandes en vingt ans ? Les dons – celui d'un particulier, de 100 millions de francs suisses, soit 90 millions d'euros, a permis à l'école d'ouvrir un campus biotech à Genève –, le mécénat des riches multinationales suisses, leurs contrats, les programmes européens et surtout une dotation fédérale consé-

quente (60 % d'un budget de 965 millions de francs suisses) lui permettent, certes, d'investir. Mais les enseignants-chercheurs – au nombre de 379, tous à la tête de leur propre laboratoire – évoquent invariablement le flair et le dynamisme de Patrick Aebischer, président de l'EPFL depuis 2000. Il a

En vingt ans, l'EPFL s'est hissée au 14^e rang mondial et au 5^e rang européen

notamment réorganisé l'école en cinq facultés autonomes, créé celle des sciences de la vie, développé, au sein du campus, un parc de l'innovation où cohabitent 110 start-up, dont 17 nées l'an passé. Il a par ailleurs convaincu le corps professoral de se lancer dans les MOOC, après une visite à Stanford en 2012. Aujourd'hui, 47 de ces cours en ligne ont dépassé le million d'inscrits sur tous les continents, Afrique comprise, grâce à une stratégie francophone déléguée.

Pierre Aebischer tirera sa révérence à la fin de l'année, satisfait. Il a atteint son objectif : donner une «*taille critique*» à l'EPFL. Elle vient de passer le cap des 10 000 étudiants (contre 6 500 en 2005), dont la moitié en licence (enseignée en français), plus de 2 600 en master (en anglais) et 2 000 en thèse. Rançon de son aura, près de la moitié des étudiants de l'EPFL sont étrangers et, parmi eux, 40 % sont français. Alors que ces Hexagonaux venaient autrefois des régions frontalières, ils arrivent maintenant de toute la France.

Si l'EPFL se targue d'être très internationale et vante ses partenariats étrangers (avec l'ENS, Centrale, Supaéro et Polytechnique entre autres), elle veut rester ouverte aux jeunes Helvètes. En conséquence, elle exige des candidats étrangers, depuis 2013, une moyenne d'au moins 16 sur 20 au bac ou son équivalent. Las ! Cette

décision a suscité encore davantage de candidatures de non-résidents suisses.

Pourquoi les bacheliers français choisissent-ils l'EPFL plutôt qu'une école d'ingénieurs nationale ? «*Je ne voulais pas faire une prépa et j'avais entendu parler de cette école comme étant la meilleure*», répond tout de go Alex Diab, originaire de Chatou (Yvelines), étudiant en L3 de génie mécanique. Louis Merlin, de Versailles, évoque les mêmes arguments, mais ajoute que, à sa connaissance, «*les écoles d'ingénieurs à prépa intégrée ne proposaient pas, comme l'EPFL, d'étudier en même temps l'informatique, la physique et les maths*». Il redouble sa première année, comme 50 % de ses camarades, tant l'exigence est élevée.

Les parents de ces deux étudiants financent le coût de leurs études. Les frais de scolarité de l'EPFL ne sont pas très élevés (environ 1 000 euros par année), quoiqu'il soit question de les augmenter – mais la vie en Suisse est beaucoup plus chère qu'en France. Louis Merlin ne voit pas d'autres points faibles à son séjour vaudois. Son compatriote de 58 ans Philippe Gillet, nommé en 2010 vice-président chargé des affaires académiques de l'EPFL, après trois ans en tant que directeur de cabinet de l'ex-ministre de l'enseignement supérieur Valérie Pécresse, salue «*l'extraordinaire réactivité*» de l'école, en recherche et en pédagogie. Dans ce dernier domaine aussi, l'EPFL ne cesse d'innover. ■

MARTINE JACOT
(LAUSANNE, ENVOYÉE SPÉCIALE)

« La Pologne, un pays peu prisé mais utile à mon parcours »

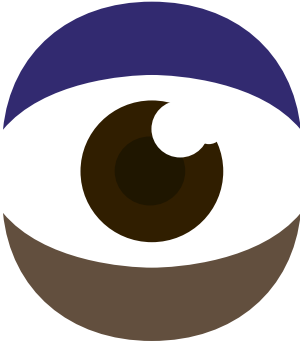
Laurence Bourgoïn, 26 ans, diplômée de Grenoble Ecole de management, a suivi un cursus de six mois à la Kozminski University de Varsovie



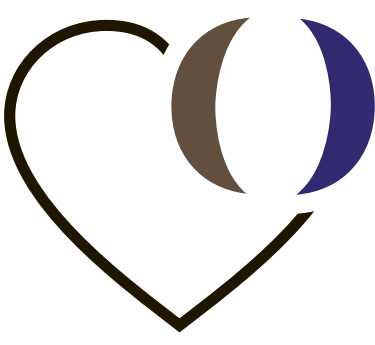
«*Sur un campus étranger, il est très tentant de rester en groupe avec les étudiants venant de son établissement*», remarque Laurence Bourgoïn, contrôleuse de gestion, diplômée de Grenoble Ecole de management. Pour éviter cet écueil, cette ex-bachelière ES a décidé en 2014 de mettre le cap vers la Pologne. Une destination peu prisée par les étudiants français – seulement 6 % des départs enregistrés en un an par la

Conférence des grandes écoles concernent l'Europe de l'Est –, et «*moins coûteuse que la Suède ou les Etats-Unis*». La jeune femme a monté son projet lors d'une période de césure où elle travaillait dans le secteur de l'énergie. «*Alors que je me demandais s'il serait pertinent de repartir en apprentissage en dernière année, mon tuteur de stage m'a plutôt conseillé d'aller étudier à l'étranger pour acquérir une ouverture internationale, indispensable sur un CV*», explique-t-elle. Grâce à un partenariat, elle a passé dix mois à la Kozminski University de Varsovie. Le cursus, «*plus académique qu'à Grenoble*», était en anglais, mais elle s'est initiée par elle-même au polonais, ce qui lui a permis de nouer des liens avec les gens du cru. Une expérience utile pour travailler aujourd'hui avec des Polonais. «*Ils apprécient notamment que toutes les procédures soient déroulées par écrit, bien plus qu'on ne le fait en France*», constate la contrôleuse de gestion. ■ PROPOS RECUEILLIS PAR AURÉLIE DJAVADI

Futur leader ou leader du futur ?



Bousculez
les évidences



Écoutez
vos émotions



Restez
connecté

Leadership ? #Humanship !

Le leadership est en chacun de nous. C'est un potentiel qui ne demande qu'à être développé. NEOMA Business School vous apprend à révéler vos propres compétences en matière de leadership. Osez les points de vue différents et réinventez les modèles établis. Prenez en compte vos émotions et cultivez l'empathie. Restez connecté et mobilisez les talents, avec la performance collective en ligne de mire. **Head. Heart. Hands. Stay human, become a great leader, boost your humanship !**



Rejoignez-nous sur neoma-bs.fr

NEOMA BUSINESS SCHOOL
REIMS • ROUEN • PARIS

Dans les écoles hôtelières suisses, les recettes du prestige

ÉCOLE HÔTELIÈRE de Lausanne (EHL), Institut des hautes études de Glion, Ecole internationale en gestion hôtelière Les Roches, à Montreux : ce trio suisse est cité par plus de 60 % des recruteurs du secteur de l'hôtellerie-restauration lorsqu'on leur demande quels sont les meilleurs établissements mondiaux dans ce secteur, d'après une étude réalisée en 2013 par l'Institut TNS Sofres. Dans ces formations privées helvétiques, plusieurs dizaines de nationalités se côtoient – près de 90 à l'EHL et à Glion. Les Français ne sont pas en reste. Au sein de l'EHL, ils sont ainsi la première nationalité représentée après les Suisses. Selon les établissements, les étudiants doivent déboursier pas moins de 140 000 à 160 000 euros pour trois ans et demi à quatre ans de formation. Il s'agit du «*bachelor en management hôtelier*», qui est devenu le diplôme phare et la vitrine de ces écoles. Fortement positionnée sur l'international, à l'image de ses étudiants et des carrières «*à l'échelle de la planète*» qu'ils envisagent, cette formation alterne cours théoriques et expériences pratiques. Cuisine, plonge ou

service en salle au sein des restaurants-écoles d'un côté, cours de management intensifs, variés et dignes des meilleures écoles de commerce de l'autre. Le tout entrecoupé de stages sur le terrain, à la fois dans des postes d'exécution et de décision. «*L'idée est de rendre ces futurs managers aussi respectueux du personnel que des clients, et de l'établissement dans lequel ils officient*», explique Michel Rochat, directeur général de l'Ecole hôtelière de Lausanne. Le «*savoir-être*» des élèves est travaillé tout au long de la formation car – ces écoles en sont convaincues – c'est ce que viennent chercher chez elles les recruteurs : une culture de l'hospitalité et de «*l'expérience client*». Tous les responsables sur place aiment à le répéter. Et pas seulement ceux de l'hôtellerie-restauration. Un nombre toujours plus important des «*managers* de l'accueil» qu'elles forment intègre ensuite des entreprises du luxe, de la banque, de l'immobilier ou de la finance. Un axe de développement et un marché qu'elles cherchent à développer, alors que la concurrence des écoles moins chères se fait de plus en plus pressante. ■

SÉVERIN GRAVELEAU

Des études d'art ou de médecine hors de France, un bon plan ?

Afin de contourner la sélection des concours, des étudiants partent se former, en Roumanie ou en Espagne. La Belgique, elle, tente déjà de limiter l'afflux de candidats

Après deux échecs en première année de médecine, j'ai décidé d'aller étudier en Roumanie», dit Solène Noret, 24 ans, qui ne voulait pas envisager d'autre carrière. La jeune Française suit actuellement sa quatrième année de médecine générale à l'université de Cluj-Napoca, à 450 km au nord-ouest de Bucarest. Comme elle, de plus en plus d'étudiants français optent pour des formations dispensées en français en Roumanie, en Croatie, en Espagne ou encore au Portugal, afin de se donner une dernière chance de réaliser leur vocation.

Le contournement de la sélection française est tentant : en 2005, une directive européenne a instauré la reconnaissance automatique d'une liste de diplômes en médecine. S'ils présentent une « attestation de conformité », les titulaires d'un de ces diplômes peuvent désormais exercer où ils le souhaitent dans l'Union européenne.

Dans ces pays prisés, loin d'être des eldorados, le coût des études est souvent élevé. Les frais de scolarité à l'université de Cluj-Napoca s'élèvent à 5 000 euros l'année. Il faut donc compter 30 000 euros pour venir à bout des six années de formation.

Y entrer n'est pas non plus un jeu d'enfant. A la rentrée 2015, seulement 30 % des 330 Français qui ont postulé à Cluj ont été admis en médecine générale. Les étudiants peuvent toutefois augmenter leurs chances d'être admis dans le domaine de leur choix en multipliant les candidatures à travers l'Europe.

En 2005, une directive européenne a instauré la reconnaissance automatique de certains diplômes en médecine

Les écoles supérieures d'art belges, très courues également, ont accueilli, à la rentrée 2014, plus d'un tiers d'étudiants français (34,4 %), contre 21 % dix ans auparavant. Certains cursus réputés comptent jusqu'à 50 % de Français. C'est le cas de la spécialité BD de l'Ecole supérieure d'arts (ESA) Saint-Luc à Bruxelles, l'établissement dans lequel se sont formés le carica-

turiste Plantu et le créateur de Gaston Lagaffe, André Franquin.

Marc Streker, directeur de l'école, y voit plusieurs explications : « *Un coût des études très raisonnable – entre 700 et 760 euros l'année – et une sélection moins drastique qu'en France.* » Trois candidats sur quatre sont admis dans cet établissement après un écrit, un entretien et une épreuve de création.

Tout aussi réputé, l'Institut national supérieur des arts du spectacle et des techniques de diffusion de Bruxelles (Insas) forme des professionnels du cinéma et du théâtre. Parmi les an-

ciens élèves, on trouve notamment l'acteur Charles Berling. Là encore, les Français représentaient un tiers des 62 admis en 2015, et près des deux tiers en 2014. L'école accepte un candidat sur dix à l'issue d'un concours, soit un taux d'admission plus élevé que ceux des deux écoles de cinéma françaises les plus réputées, la Femis et Louis-Lumière, qui s'élevaient respectivement à 5 % et 8 % à la rentrée 2015.

La Belgique francophone a déjà instauré des quotas et des tirages au sort en médecine pour limiter l'afflux d'étudiants non résidents,

principalement français. « *Pour le moment, ce n'est pas à l'ordre du jour dans les écoles d'art. Mais si à l'avenir nous devons exclure trop d'étudiants belges, peut-être que nous serons obligés d'instaurer des quotas* », avertit Marc Streker.

Le directeur de l'ESA Saint-Luc évalue à 50 % le nombre de diplômés français qui reviennent travailler en France à la fin de leur formation. De son côté, Solène Noret, a déjà prévu son retour. Elle confie s'être « *engagée à travailler pendant cinq ans dans le département de la Sarthe* », après son internat en médecine, en échange d'une bourse. Ceux de ses collègues diplômés qui veulent faire une spécialité en France devront d'abord passer l'examen classant national (ECN). Une sélection de nouveau sévère... ■

ANGÈLE GUICHARNAUD



ANTOINE RAULT

Faire son sac après le bac

Deux années d'études supérieures sont nécessaires pour prétendre à Erasmus. Les jeunes bacheliers peuvent néanmoins s'inscrire par eux-mêmes dans une université étrangère. Des sites aident à faire un choix

Dans les établissements français, les cursus offrant la possibilité d'étudier en dehors de l'Hexagone dès la première année d'études supérieures sont rares. Citons, par exemple, le bachelier en quatre ans du Centre d'études supérieures européennes de management de Neoma Business School, à Reims, ou la maîtrise de droit français et anglais des universités de Strasbourg et de Leicester (Royaume-Uni). Dans les deux cas, les étudiants passent la première moitié de la formation à l'étranger. Sans oublier les institutions binationales comme l'université franco-allemande ou l'université franco-italienne répertoriant des dizaines de doubles diplômes. Les bacheliers candidats à la mobilité font alors généralement leurs valises sans passer par un établissement français. Ils entament les démarches au début de l'année de terminale.

« *Pour choisir la destination, je recommande notamment de prendre en compte la langue dans laquelle on veut se perfectionner, ainsi que le montant des frais de scolarité* », conseille Graziana Boscato, chargée de mission au Centre d'information et d'orientation de Strasbourg. En Allemagne et dans les pays scandinaves, le montant d'une année d'études

est peu élevé, voire nul. Il faut en moyenne compter 800 euros en Belgique, 1 000 à 2 000 euros en Espagne et entre 9 000 et 11 000 euros au Royaume-Uni.

Arrêter son choix sur une ou plusieurs universités n'est pas une mince affaire. L'Allemagne, par exemple, compte plus de 320 établissements d'enseignement supérieur. Le classement de Shanghai, le QS World University Rankings ou encore le quotidien britannique *Financial Times* distinguent les meilleures institutions. Il est également possible de consulter U-Multirank, le comparateur d'universités de la Commission européenne, qui s'appuie sur 31 critères, dont la proximité avec les entreprises, l'internationalisation ou encore la qualité de l'enseignement.

La mobilité postbac doit être un projet au long cours. « *Les établissements français reconnaissent plus facilement un parcours étranger en trois ou quatre ans qu'une seule et unique année d'études* », met en garde Graziana Boscato. De nombreux sites recensent les formations dispensées en Europe, comme Ploteus (Commission européenne), Higher Education Compass (pour l'Allemagne) ou Bachelors Portal. Ce dernier répertorie plus de 54 000 programmes de premier cycle

à travers le monde. Les ressortissants français titulaires du baccalauréat sont soumis aux mêmes conditions que les étudiants nationaux. Ils sont reçus sans condition, sur dossier scolaire, CV, lettre de motivation et examen de langue. Les inscriptions – par-

« Pour choisir sa destination, je recommande de prendre en compte le montant de la scolarité »

Graziana Boscato
centre d'information
et d'orientation de Strasbourg

fois un an à l'avance – se font directement auprès des établissements ou par un portail comparable à Admission post-bac (APB) : Studimlink aux Pays-Bas, Ucas au Royaume-Uni. Les agences binationales comme l'Office allemand d'échanges universitaires ou le British Council viennent également en aide aux bacheliers empestés dans les démarches administratives. ■

MARTIN RHODES

L'indispensable préparation linguistique

Suivre chaque jour plusieurs heures de cours dans une langue étrangère ne s'improvise pas. Quelques pistes pour mieux se préparer

Les candidats au programme Erasmus+ doivent obligatoirement passer un test de niveau « Online Linguistic Support » (OLS), en anglais, allemand, espagnol, italien ou néerlandais. Ce questionnaire d'une cinquantaine de minutes est élaboré par le programme de mobilité. Il comprend 70 questions de grammaire, vocabulaire, compréhension écrite et orale. Les établissements d'origine peuvent ainsi identifier les candidats ayant besoin d'un soutien linguistique avant et/ou pendant leur période de mobilité. Ce soutien linguistique est gratuit. Il prend notamment la forme de classes virtuelles (webcam indispensable) composées de six participants maximum et d'un tuteur dans la langue choisie.

Remise à niveau

Dans les établissements, les centres de langues et les associations rivalisent d'ingéniosité pour inciter les étudiants à suivre une préparation linguistique avant de hisser les voiles. A l'université de Bourgogne, l'association étudiante ESN InsiDijon a mis en

place le BuddySystem (le système du binôme), ainsi dénommé car les candidats à la mobilité peuvent rencontrer des étudiants étrangers et discuter avec eux. Le concept leur permet de perfectionner leur expression orale tout en se familiarisant avec le mode de vie et la culture d'un pays. Il est proposé sous le nom de « tandem linguistique » dans de nombreux établissements comme l'Ecole normale supérieure de Paris ou les universités de Toulon, Reims, Strasbourg et Pau.

Certaines universités, à l'instar de celle de Poitiers, proposent des programmes ouvrant droit à des crédits généralement intitulés « Préparation à la mobilité internationale ». D'autres dispensent des remises à niveau au mois de mai ou juin. C'est notamment le cas à Nantes, où l'on peut suivre une formation estivale d'une durée de quinze heures en anglais, italien, portugais ou finnois. A Nantes toujours, l'association Autour du monde organise chaque semaine des Cafés polyglottes franco-portugais ou encore franco-slaves. ■

MA. RH.

CORPS ET ÂME

Dessine-moi un paysage

Dans la prestigieuse Ecole nationale supérieure du paysage de Versailles, l'enseignement fait la part belle à la création artistique. Au programme : des ateliers où concevoir et dessiner des projets

Les étudiants qui viennent aux portes ouvertes de l'école nous demandent si nous avons beaucoup de devoirs ! », ironise Mégane Millet-Lacombe. A 22 ans, elle est en master 2 au sein du parcours européen EMiLA (European Master in Landscape Architecture) à l'Ecole nationale supérieure du paysage de Versailles.

Dans cette prestigieuse école, logée dans les bâtiments historiques qui longent le Potager du roi – il existe aussi une antenne à Marseille –, l'enseignement n'a rien de scolaire. D'ailleurs, on n'y parle pas de disciplines ou de matières, mais d'ateliers, autour desquels toute la pédagogie est structurée. Mégane Millet-Lacombe, entrée après un BTS « aménagement paysager », désigne d'un mouvement de bras la grande salle sous les toits, meublée de hautes tables, de quelques armoires métalliques, et remplie de maquettes et de photos collées au mur, au milieu d'un bric-à-brac de papiers et de crayons. « Notre vie est dans cet atelier », dit-elle. Les étudiants y passent au moins deux jours par semaine, et parfois des nuits, à chercher, créer, dessiner, concevoir des projets de plus en plus aboutis, dont certains répondent à des commandes publiques ou privées.

« Le concours d'entrée nous permet de tester l'aptitude à l'ouverture et la



Mégane, étudiante à l'Ecole nationale supérieure du paysage. MARTIN BARZILAI POUR « LE MONDE »

curiosité des candidats, car c'est cela qui va être développé au cours des quatre années d'études », indique Michel Audouy, paysagiste et enseignant à l'école. Ces quatre années sont ponctuées de journées consacrées notamment aux arts plastiques, et de plusieurs voyages sur le terrain. Mégane évoque ainsi avec passion son travail sur le mont Brouilly (Rhône), dans le Beaujolais, à chercher sur le terrain idées et solutions pour aménager et valoriser le lieu, dans le cadre d'un projet artistique.

Une discipline artistique

Durant toute la scolarité, des artistes interviennent pour apprendre aux étudiants à appréhender un paysage de façon sensible, par exemple à travers la photo ou, plus surprenant, la danse. Le Potager du roi est ainsi tous les ans, lors des Journées du patrimoine, le théâtre d'un festival de danse contemporaine. Tant pis pour les Candidats qui s'imaginent qu'à l'Ecole du paysage, on apprend à distinguer les plantes ou à planter des arbres. Une fois diplômés, certains étudiants se lancent d'ailleurs dans une démarche purement artistique, créant des œuvres autour du paysage.

Les deux semestres passés à l'étranger dans le cadre du parcours EMiLA permettent, eux, de croiser les regards sur une discipline à la frontière

des arts et de la technique. Après six mois passés à la Gottfried Wilhelm Leibniz Universität de Hanovre, puis six autres mois à la Escola Tecnica Superior d'Arquitectura de Barcelone, entrecoupés de deux semaines d'ateliers à l'Edinburgh College of Art, Mégane confirme la personnalité atypique de l'Ecole de Versailles. « Ici, on est très bons pour élaborer des projets », constate-t-elle. Les disciplines purement techniques sont plus approfondies dans d'autres écoles qu'à Versailles. Les écoles du nord de l'Europe sont davantage tournées vers l'écologie, alors que les écoles italiennes ou espagnoles sont « très liées à l'ingénierie agricole », observe Michel Audouy.

Une fois diplômés, les étudiants versaillais trouvent souvent des débouchés dans des agences d'urbanisme ou de paysage, des collectivités locales, des conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (CAUE) ou des parcs naturels. D'autres se mettent à leur compte pour démarcher une clientèle privée. Le secteur connaît, comme beaucoup d'autres, des difficultés économiques et les revenus des jeunes paysagistes en début de carrière tendent plutôt à décroître au fil des années. Mais, rappelle Mégane Millet-Lacombe, « on apprend à mener des projets et ce savoir est réutilisable partout ». ■

BÉATRICE MADELINE

Se former

Les études menant aux métiers du paysage ont fait l'objet d'une profonde réforme en 2015. Le cycle de quatre ans d'études menant au titre de paysagiste DPLG (diplôme délivré par le gouvernement) n'existera plus en 2018. Il est remplacé par le diplôme d'Etat de paysagiste (DEP), qui confère le grade de master, après trois années d'études. L'accès à la formation de paysagiste diplômé d'Etat s'effectue sur concours. Celui-ci est commun à l'Ecole nationale supérieure du paysage (sites de Versailles et de Marseille) et aux écoles nationales supérieures d'architecture et de paysage (Ensap) de Bordeaux et de Lille, ainsi qu'à

l'Ecole supérieure de la nature et du paysage de Blois. Le concours de recrutement en première année offre deux voies d'accès : la voie externe, ouverte aux étudiants de niveau bac + 2 ; la voie interne, ouverte uniquement aux étudiants ayant suivi le cycle préparatoire d'études en paysage proposé par certaines des trois écoles autorisées à délivrer le DEP. Les possibilités d'admission directe en deuxième année existent, pour les candidats titulaires de 180 crédits européens. Dans ces trois écoles, publiques, le coût des études s'élève à 1 561 euros par an. Des bourses et des aides peuvent être accordées sur dossier.

AU RAPPORT

Service civique « universel » : le compte n'y est pas

Le nombre de missions proposées ne suit pas la hausse de la demande

Au sein de l'éducation nationale, 4 657 jeunes ont été acceptés en service civi ! Soldate de la défense du quinquennat de François Hollande et ministre de l'éducation nationale, Najat Vallaud-Belkacem a brandi ce chiffre, lundi 25 avril, comme on clame une victoire, un objectif réalisé, ou au moins... une promesse tenue. Le président de la République s'est engagé, en février 2015, à mettre en place un « service civique universel ». On est loin du compte, et on voit mal comment il pourrait être atteint d'ici mai 2017.

Réduire le chômage

En déplacement à Orléans (Loiret), la ministre s'est félicitée de la signature de ces 4 657 contrats de service civique au sein de son ministère, en visant un objectif de 5 000 d'ici à la fin de 2016. Un « défi brillamment relevé », a souligné la ministre au sujet de l'extension de ce programme né sous la mandature de Nicolas Sarkozy, en 2010.

L'idée du service civique est de faciliter l'engagement des jeunes,

animés d'une « envie profonde d'être utiles et de servir le bien commun », avait dit, en 2015, François Hollande, quelques semaines après l'épreuve des attentats de janvier à Paris. L'exécutif avançait alors sur deux tableaux : le sursaut citoyen des Français suscité par les attaques terroristes, d'un côté, et l'engagement présidentiel de réduire le chômage, de l'autre. Les missions d'intérêt général auprès d'associations, de services publics ou de collectivités territoriales liées au service civique se veulent également « un passeport pour l'emploi ».

A partir du 1^{er} juin 2015, les portes du service civique devaient être grandes ouvertes à chaque jeune qui en faisait la demande. Mais en France, où le taux de chômage des 15-24 ans avoisine les 25 %, cet engagement est une gageure. En 2014, quelque 140 000 jeunes avaient candidaté pour travailler – pour moins de 500 euros par mois – mais seules 35 000 demandes avaient été acceptées.

La publicité présidentielle faite au service civique a fait croître

massivement les demandes, tandis que l'offre de postes a peiné à se développer. Le ministère de l'éducation fait exception en termes de réalisation de ses objectifs. Le ministère des sports, qui s'est engagé à créer 15 000 missions, n'en a proposé que 2 500. Le ministère de la culture, qui en a promis 16 000 d'ici à la fin de l'année, n'a réalisé que 15 % de son objectif. Quant aux ministères des affaires sociales et de l'écologie, qui se sont respectivement avancés pour 25 000 et 15 000 postes, les chiffres ne sont pas encore « consolidés », regrette l'Agence du service civique.

Le nombre d'offres de missions a doublé en 2015 pour atteindre près de 70 000. L'agence prévoit pour 2016 de parvenir à proposer plus de 150 000 postes d'ici à la fin de l'année calendaire. Mais la demande a, en 2015, augmenté dans la même proportion. Plus d'une année après l'annonce du président de la République, 75 % des candidats sont rejetés faute de mission. Comme en 2014. ■

ÉRIC NUNÈS

EME
ENVIRONNEMENT
Ecole d'ingénieurs

ECOLE DES METIERS DE L'ENVIRONNEMENT
Bachelor - Ingénieur - Master of Science - Mastère Spécialisé®

Intégrez l'International dans votre cursus

+ de 50 Universités Européennes partenaires

Bachelor
Coordinateur Environnement
BAC +3

1 voyage de promotion en pays anglophone chaque année

1 semestre d'études possible en ERASMUS

Ingénieur
Génie de l'environnement
BAC +5

1 ou 2 semestres ERASMUS pour tous les étudiants

www.ecole-eme.fr

Campus de Ker Lann - Rennes
Tél : +33(0)2 99 05 88 00
contact@ecole-eme.fr

C'EST DÉJÀ DEMAIN « Dans l'animation, le Canada recrute plus que Hollywood »

ENTRETIEN Ancien élève de l'Ecole des Gobelins, Kristof Serrand est directeur de l'animation de DreamWorks, en Californie. Il détaille les évolutions du secteur, ainsi que les formations et les compétences à privilégier

La carrière de cet ex-Parisien de 56 ans, ancien élève de l'Ecole des Gobelins, donne le tournis. Depuis plus de vingt ans, Kristof Serrand est directeur de l'animation chez DreamWorks, société de production de films et de séries télévisées d'animation. Fondée en 1994 à Los Angeles par Steven Spielberg, Jeffrey Katzenberg et David Geffen, elle vient d'être rachetée par Comcast, le premier câble-opérateur américain. Parmi ses productions figurent notamment *Shrek*, *Kung Fu Panda* ou *Madagascar*.

Avant d'entrer à DreamWorks Animation, Kristof Serrand travaillait déjà auprès de Steven Spielberg au sein d'Amblimation, à Londres, une société d'animation créée par le réalisateur américain en 1989 et dissoute en 1997. C'est Spielberg qui a convaincu ce jovial moustachu de quitter Londres pour Los Angeles. Il avait commencé sa carrière en 1984 aux studios Gaumont, à Paris, en collaborant à des adaptations en animation d'albums d'Astérix. Il est donc passé du crayon à l'ordinateur avec l'avènement de l'animation 3D. C'est avec cette technique qu'il a travaillé, entre

autres, sur *Gang de requins*, *Les Croods* et la série des films *Dragons*.

Quelles études avez-vous suivies ?

Au départ, je voulais travailler dans la bande dessinée. J'ai présenté différents concours – les Arts déco, les Beaux-Arts, l'Ecole Olivier-de-Serres –, mais j'ai échoué une première fois, puis une deuxième. J'ai alors été reçu à l'Ecole des Gobelins, où j'ai découvert l'animation, dont je suis tombé amoureux. Quand on intègre cette école, on entre pleinement dans le secteur, avec des stages dans l'animation et des professionnels comme intervenants.

Vous travaillez à Los Angeles, après une expérience à Londres. L'international est-il un passage recommandé dans l'animation ?

Tout dépend des ambitions et des envies. On peut faire carrière sans avoir séjourné à l'étranger. Mais il est toujours intéressant de vivre une expérience internationale car les méthodes de production diffèrent selon les pays. Aux Etats-Unis, la particularité, c'est l'échelle qui est plus grande. On dispose de plus de moyens, de plus de possibilités, de plus de talents... Cependant, la

quantité n'est pas forcément un avantage. Quelquefois, on souhaiterait faire plus petit !

Quels profils recherchez-vous à DreamWorks Animation ?

Des profils très différents interviennent sur les films d'animation : animateurs, coloristes, techniciens, ingénieurs, scénaristes, story-boarders, musiciens... Chacun est très spécialisé. Je suis chargé de l'animation des personnages ; d'autres s'occupent par exemple de leurs vêtements ou des effets spéciaux. Néanmoins, les compétences artistiques priment sur la technique. On dessine moins qu'avant l'avènement de la 3D, mais il faut avoir un sens de la composition et du cadrage, un jugement artistique. Quand on recrute, on s'intéresse d'abord à ce que les candidats savent faire, en regardant de près leur portfolio.

Pour ma part, je cherche des animateurs 3D assez pointus, capables de réaliser des performances d'acteur à travers l'animation des personnages. En général, je les connais : l'animation n'est pas un milieu très vaste, même à l'échelle de la planète. Hollywood attire des

talents du monde entier et a les moyens de retenir les meilleurs dans leur branche.

Quelles formations conseilleriez-vous à un jeune qui rêve de travailler dans l'animation ?

L'Ecole des Gobelins est très réputée. Les Américains la connaissent, notamment grâce aux courts-métrages des étudiants diffusés chaque année sur Internet, très populaires. Globalement, on peut recommander tous les établissements regroupés au sein du Réseau des écoles françaises de cinéma d'animation (RECA) : La Poudrière à Valence, l'ESMA à Toulouse et à Montpellier, Lisaa à Paris, l'Ecole Georges-Méliès à Orly, l'Ecole Emile-Cohl à Lyon, l'EMCA à Angoulême, etc. DreamWorks Animation emploie aujourd'hui entre 30 et 40 Français. On peut citer aussi Ringling College of Art and Design en Floride, CalArts à Los Angeles ou Filmakademie en Allemagne. Mais, une fois en poste, il faut continuer à s'autoformer pour rester à la pointe de la technologie qui se renouvelle très vite.

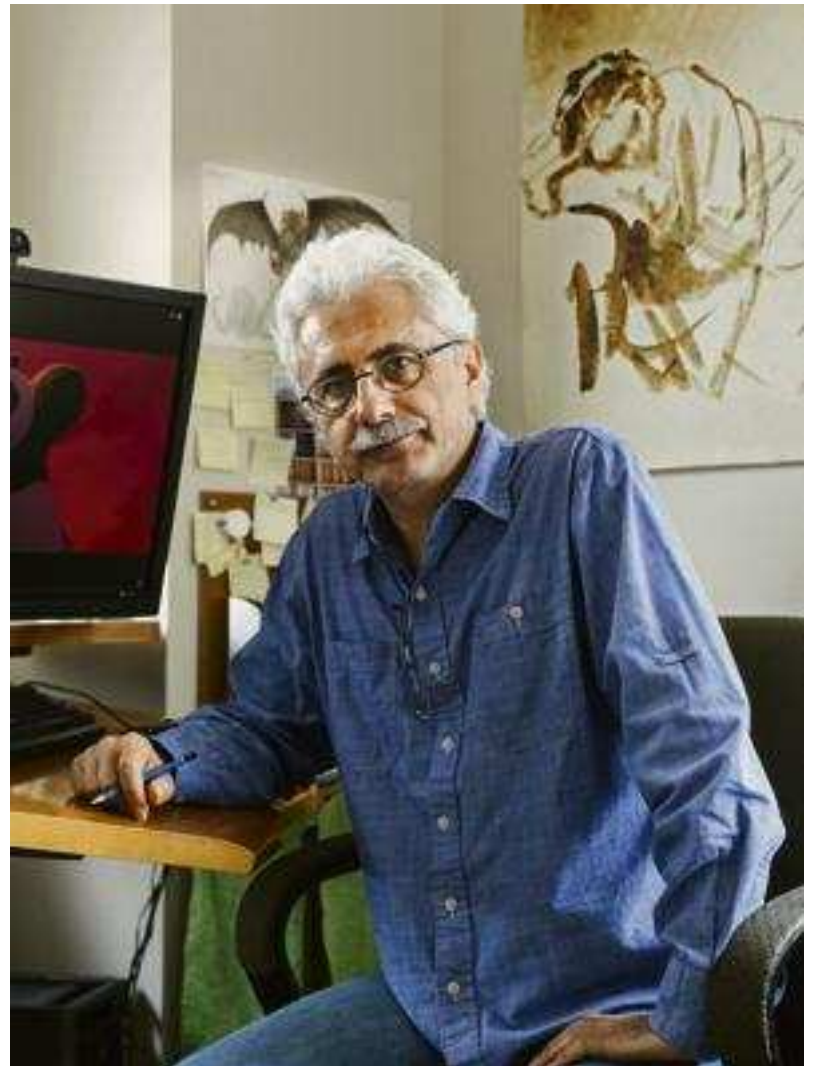
Comment le secteur évolue-t-il ?

Quels seront ses besoins demain ?

On recrute beaucoup de techniciens et d'ingénieurs qui conçoivent des personnages avec des logiciels, ou des articulations de marionnettes, par exemple. Mon domaine, l'animation de personnages, est aussi très important. Dans l'ensemble, le secteur est très changeant, il est difficile de prévoir ses évolutions. Par exemple, le studio Illumination Mac Guff fait travailler un quart de la production en France, alors qu'il n'existe à Paris que depuis cinq ans.

Au niveau international, les pays traditionnellement les plus présents sont les Etats-Unis, le Royaume-Uni, la France, le Japon. Néanmoins, depuis six mois, beaucoup de productions sont menées au Québec, ainsi qu'à Toronto et Vancouver. Les opportunités de recrutement sont donc plus nombreuses au Canada qu'à Hollywood. Des marchés se développent aussi en Chine et en Inde. Par exemple, un jeune Français qui parle le chinois trouvera toutes les portes ouvertes à Shanghai. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR
DIANE GALBAUD



Kristof Serrand dans les studios de DreamWorks, en mai. BRAD TORCHIA POUR « LE MONDE »

AU CŒUR DE L'ACTUALITÉ Kiné à Roland-Garros : une partie dans les coulisses

Appelés à prodiguer des soins après les matchs, ces praticiens protègent aussi les joueurs des excès liés à la quête de résultats et privilégient la protection du corps humain sur la performance

Dans les coulisses de Roland-Garros, les mains expertes d'une trentaine de kinésithérapeutes s'activent dans six salles dédiées, au service des 650 joueurs du tournoi. « Notre tâche principale est d'être efficace tout en prenant soin de la santé des joueurs », résume Christophe Ceccaldi, responsable du service kinésithérapie de la Fédération française de tennis (FFT).

Massages, étirements ou cryothérapie (traitement par le froid) : les interventions des kinés à Roland-Garros consistent essentiellement en des soins de récupération après les matchs. Mais ils peuvent être sollicités avant, pour des échauffements ou des protections, comme des bandages de cheville. Les têtes d'affiche du tournoi préfèrent souvent recourir à leur kinésithérapeute personnel. En cas d'accident sur le terrain, les soins d'urgence incombent en général à l'équipe médicale du tournoi, rarement aux kinés.

Dans tous les cas, une bonne connaissance de pathologies spécifiques liées au sport est requise. En tennis, les épaules, les genoux et les abdominaux sont les plus sollicités. « Les évolutions techniques induisent aussi de nouvelles pathologies, remarque Christophe Ceccaldi. Les nouveaux cordages de raquette permettent aux joueurs d'être plus constants, mais resti-

tuent mal les énergies au niveau des poignets. » Pour le kinésithérapeute, la protection du corps prime sur la performance et il faut savoir résister à la pression des sponsors, qui souhaitent qu'un sportif blessé revienne vite au jeu.

Qualités humaines

Le kinésithérapeute endosse également le rôle de confident, avec des sportifs de haut niveau souvent à peine sortis de l'adolescence. « Ils sont parfois un peu immatures sur le plan personnel, car ils vivent en vase clos, parfois depuis l'enfance, observe Christophe Ceccaldi. Il faut pouvoir les écouter

et les aider. » Quand il recrute ses collaborateurs à Roland-Garros, il confie d'ailleurs privilégier les qualités humaines – empathie, sociabilité – sur la technicité.

Parmi les autres critères de sélection figurent une formation en kinésithérapie du sport (ou une solide expérience dans ce domaine), la connaissance d'une thérapie manuelle comme l'ostéopathie, ainsi que la maîtrise de l'anglais, indispensable pour pouvoir converser avec les joueurs. Et, bien entendu, il vaut mieux aimer le sport, mais sans forcément le pratiquer. ■

DI. G.

Se former

Pour devenir kinésithérapeute du sport, il faut détenir un diplôme d'Etat (DE) en masso-kinésithérapie. Il se prépare en quatre ans dans un Institut de formation en masso-kinésithérapie, après avoir validé la première année commune aux études de santé (Paces) ou une L1 (Staps, sciences). Selon que l'institut est public ou privé, le coût de la formation est très variable (de moins de 200 euros à près de 9 000 euros). Ensuite, on peut se spécialiser en obtenant

en un an un diplôme d'université (DU) en kinésithérapie du sport, proposé par plusieurs universités (Bordeaux, Lille-2, Lyon-1, Paris-Descartes, Nice...). Suivant les établissements, ce cursus est dispensé en formation initiale (pour environ 450 euros) ou en formation continue (aux alentours de 2 000 euros). Des organismes privés proposent également des formations continues, non diplômantes, à des tarifs généralement plus élevés.

ÉCOLE POUR LES MÉTIERS DE L'IMAGE, DU SON ET DE L'ANIMATION 3D

ESRA 3 ans d'études
Admission Bac + Concours
4^e année optionnelle à New York

BRUXELLES **ESRA** www.esra.edu
34, rue du Beau Site - 1000 BRUXELLES
Tél. : +322 647.4737 - E-mail : bruxelles@esra.edu

MISE EN SCÈNE
PRODUCEUR
MONT